



La formation, clé du développement de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest



La formation des acteurs est à l'évidence au cœur d'une stratégie de promotion de l'agroécologie et d'accélération de la transition agroécologique. Les travaux conduits par la CEDEAO dans ce domaine poursuivaient l'objectif de produire un état des lieux de l'offre et de la demande de compétences et de formation diplômante au niveau de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement supérieur en agroécologie et agriculture durable. Il s'agissait également de formuler des recommandations à l'attention des pays membres et à l'échelle régionale. Le tout dans la perspective de faire émerger une offre de formation adéquate et accessible pour mieux répondre aux enjeux de la transition agroécologique et de l'agriculture durable.

Une analyse de l'offre et de la demande de formation dans quinze pays

Le diagnostic a concerné les quinze pays de la CEDEAO et a permis d'identifier les compétences et les métiers en lien avec la transition agroécologique et l'agriculture durable, de connaître l'offre de formation agricole diplômante dans ces domaines et enfin, de formuler des recommandations pertinentes pour la prise en compte de l'agroécologie dans les formations agricoles secondaires et supérieures.

L'approche déployée a permis de combiner plusieurs échelles de l'agroécologie :

- Les pratiques agroécologiques et/ou d'agriculture durable au niveau des exploitations agricoles ;
- La création de valeur ajoutée basée sur une production agroécologique et/ou durable permettant de connecter les producteurs et les consommateurs d'une même filière ;
- La gestion durable et concertée des ressources naturelles au niveau d'un paysage ou d'un territoire pour améliorer les services écosystémiques et garantir un accès équitable ;
- La formulation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques publiques pour favoriser le développement de l'agroécologie.

*Cette note aux décideurs a été préparée par
la Direction de l'Agriculture et
du Développement Rural et
l'Agence Régionale pour l'Agriculture
et l'Alimentation
de la CEDEAO*

avec l'appui financier de :



et l'appui technique de :



L'évaluation de la demande de formation

Reposant sur une lecture croisée des analyses et points de vue d'une très large gamme d'acteurs issus des organismes de formation, des instituts de recherche/vulgarisation, des ministères, des organisations professionnelles, des ONG, et des entreprises privées, le diagnostic de la demande de formation a permis de mettre en évidence neuf défis majeurs qui impliquent vingt-six « types de compétences » pour être correctement affrontés. Sur cette base, huit catégories de profils professionnels ont été identifiées (cf. encadré).

Les huit profils professionnels

Les grandes catégories de profils professionnels identifiés dans l'étude sont les suivants. Chaque profil peut être décliné en sous-profils spécialisés.

- Technicien de terrain, vulgarisateur en agroécologie et/ou agriculture durable ;
- Producteur de bio-intrants ;
- Cadre de services techniques, programmes ou projet en agroécologie et agriculture durable ;
- Technicien ou spécialiste thématique en agroécologie/agriculture durable ;
- Chercheur en agroécologie et agriculture durable, avec des spécialisations dans différentes thématiques ;
- Technicien ou spécialiste en transition agroécologique des territoires ruraux ;
- Technicien ou spécialiste en renforcement des organisations professionnelles ou paysannes, services d'appui et filières agricoles durables et agroécologie ;
- Spécialiste en politique publique en appui au développement de l'agroécologie et l'agriculture durable.

Une offre de formation hétérogène en Afrique de l'Ouest

L'analyse de l'offre de formation en agroécologie et en agriculture durable a impliqué les ministères en charge du développement rural, de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des forêts ; les acteurs de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ainsi que de l'enseignement supérieur.

Un état des lieux a porté sur les niveaux, les durées, les objectifs, les contenus, les méthodes, et les profils des apprenants en partant d'un recensement des diplômes, des référentiels de diplômes et des établissements.

Cet état des lieux a permis de mettre en évidence que les pays de la CEDEAO ne jouissent pas tous de conditions favorables à l'agroécologie. Des pays comme le Liberia, la Gambie, la Sierra Leone manquent de dispositifs de formations en agroécologie. D'autres comme la Guinée Bissau, le Cap-Vert et la Guinée ne disposent que de formations non diplômantes. Les pays où coexistent des formations diplômantes et des formations non diplômantes sont le Nigeria, le Ghana, le Mali, le Niger, le Bénin, le Togo et la Côte d'Ivoire. Quelques pays seulement, notamment le Sénégal et le Burkina Faso disposent de formations en agroécologie à différents niveaux.

Du point de vue du « degré d'agro-écologisation » des formations, on note des formations professionnelles courtes (maximum 1 an), des formations professionnelles et du secondaire technique, des formations du supérieur « court » (bac + 2, 3 et 4 / bachelor) et des formations du supérieur long (bac + 5 et plus).

Cette analyse a permis de construire une typologie des formations agricoles diplômantes en agroécologie et agriculture durable, basée sur trois critères : le contexte pays favorable à l'agroécologie et initiatives en faveur de l'agroécologie ; les conceptions de l'agroécologie et les contenus spécifiques en agroécologie des formations et les niveaux de formation.

Quatre types principaux de formation ont été identifiés, chacun se subdivisant en deux ou trois sous types :

- **Type 1 : les formations professionnelles courtes (maximum 1 an)**
 - 1a : diplôme/certificat en agroécologie (CS en AE du Sénégal),
 - 1b : diplôme « conventionnel » mais enseignements mentionnant des pratiques AE (CS horticulture du CERFA au Sénégal, CQP Bénin non observé).
- **Type 2 : les formations professionnelles et du secondaire technique**
 - 2a : diplômes en agroécologie (Ghana UCAES),
 - 2b : diplôme conventionnel du secondaire mettant en avant des pratiques agroécologiques (CAP du Mali expérimentation dans trois (3) centres (IFP de Bla – CAA Mpepsoba – ESAP Ségou, BT de l'INFPA en Côte d'Ivoire).
- **Type 3 : les formations du supérieur « court » (bac + 2, 3**

et 4 / bachelor)

- 3a : diplôme en agroécologie : DUT UGB, DUT institut St Jean Eudes de Govié,
- 3a' : diplôme en agroécologie et agriculture biologique : L3 ISAE-UCAD, Licence USSEIN,
- 3b : diplôme conventionnel avec contenu en AE : bachelor UNICV, Licence de l'institut de Gestion agropastorale de Korhogo, TS et Licence de l'ESA de l'INPHB...

- Type 4 : les formations du supérieur long (bac + 5 et plus)

- 4a : Diplôme en agroécologie : master GEDAH, master agroforesterie de l'IPR, master de l'institut universitaire technologique eudiste d'Afrique,
- 4b : Diplôme conventionnel avec contenus en agroécologie : master et ingénieurs de l'ESA – INPHB, PhD UDS – WACWISA.

Analyse croisée de l'offre et de la demande

Une analyse croisée de l'offre et de la demande de formation en agroécologie et en agriculture durable permet d'identifier trois types de demandes qui sont encore très loin d'être satisfaites. Il s'agit des demandes de formation en techniciens de terrain/vulgarisateur en agroécologie et/ou agriculture durable et en production de bio-intrants; des demandes de formation en techniciens et professionnels

ayant une vision plus large de l'appui au développement de l'agroécologie et de l'agriculture durable; et enfin des demandes de professionnels pouvant appuyer la définition et mise en œuvre de politiques publiques de développement de l'agroécologie et de l'agriculture durable. En observant les compétences demandées par rapport aux compétences proposées, on constate un ensemble de compétences transversales souvent pas ou insuffisamment développées.

Il s'agit notamment :

- Du développement d'une vision globale ou intégrale des problématiques et enjeux de l'agroécologie;
- De la réalisation d'analyses systémiques des systèmes de production afin de proposer des alternatives techniques pertinentes;
- De la réalisation d'analyses diagnostics et/ou de la capitalisation d'expériences locales pour formuler des projets de développement de l'agroécologie et de l'agriculture durable;
- De l'analyse de la place et du rôle des femmes dans les chaînes de valeurs de produits agroécologiques;
- De la définition et de la mise en œuvre des processus de recherche-actions collaboratives;
- De la mise en œuvre avec succès d'activités génératrices de revenus dans la production agroécologique.

Les aspects transversaux ayant émergés des analyses doivent être reliés à la formation et la qualification des formateurs, l'insertion des jeunes, les partenariats et la gouvernance, les infrastructures, le financement et les perspectives des établissements de formation.



Renforcer l'offre de formation et sa visibilité

À la lumière des résultats de l'étude, les recommandations suivantes sont formulées. Elles visent à mettre le dispositif régional de formation en adéquation avec la forte croissance des besoins et attentes. Outre l'incitation et l'accompagnement des pays à développer systématiquement une offre de formations diplômantes, notamment les pays qui n'en disposent pas, ces quatre orientations sont de portée générale et concernent l'ensemble de la région :

- Concevoir et opérationnaliser un observatoire régional des offres et demandes de formations diplômantes en agroécologie dans l'espace CEDEAO ;
- Soutenir la révision des curricula des formations professionnelles et de l'enseignement technique ;
- Promouvoir et organiser la formation des formateurs ;
- Promouvoir des approches pédagogiques en phase avec le concept d'agroécologie.

La mise en œuvre de ces recommandations devrait conduire à une amélioration de l'offre de formation à travers une meilleure articulation des offres et demandes de formations, un enrichissement des curricula des formations professionnelles et de l'enseignement technique et un renforcement des capacités des formateurs est stratégique.

Elles devraient également permettre de placer l'interdisciplinarité et la co-construction des connaissances au cœur des formations, renforcer les articulations entre apports théoriques et pratiques, permettre de valoriser les connaissances et savoir-faire endogènes tout en permettant le développement de compétences transversales requises pour l'appui aux processus des transitions agroécologiques.

Ces orientations sont porteuses de développement de ré-

seaux de partage à travers la promotion des initiatives qui alimentent et interrelient ces réseaux y compris les réseaux sociaux. Il en va de même au travers du renforcement des échanges entre l'offre et la demande de formation.

Enfin, la mise en place d'un observatoire permanent des métiers et compétences permettra un suivi et un ajustement permanent de l'offre par rapport à la demande, et offrira des opportunités d'échanges d'étudiants entre les pays, échanges vecteurs d'intégration accrue des sociétés.



Pour en savoir plus

Commission de la CEDEAO, Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation, Étude sur l'état des lieux de l'offre de formation agricole (enseignement secondaire technique et professionnel et enseignement supérieur) relative à l'agro-

ecologie et l'agriculture durable dans les pays CEDEAO. 2023.
https://www.araa.org/sites/default/files/2024-11/Etude%20ESA_Rapport%20final%20CEDEAO.pdf

Une publication de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA)

4e et 5e étages, immeuble de la CRBC

Place de la Réconciliation, Cité OUA, Quartier Atchanté, 01 BP 4817 Lomé 01, Togo

☎ +228 22 21 40 03

✉ araa@araa.org – www.araa.org

✕ @ARAA_CEDEAO f @araaraaf

Cette note est publiée sous la seule responsabilité de la CEDEAO et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'AFD et de l'UE